



Les chemins de la résilience face au recul démocratique

Une feuille de route pour les
acteurs œuvrant pour la
promotion de la démocratie

NOVEMBRE 2023

Les chemins de la résilience face au recul démocratique

Une feuille de route pour les acteurs œuvrant pour la promotion de la démocratie

Laboratoire de résilience démocratique d'IFES

Autrices

Erica Shein

Directrice, Centre de recherche appliquée et de réflexion d'IFES

Dr. Cassandra Emmons

Analyste principale des données sur la démocratie

Contributeurs

Kyle Lemargie

Conseiller principal, résilience démocratique et innovation

Dr. Fernanda Buril

Directrice adjointe, Centre de recherche appliquée et de réflexion



International Foundation
for Electoral Systems

Les chemins de la résilience face au recul démocratique: Une feuille de route pour les acteurs œuvrant pour la promotion de la démocratie

Copyright © 2023 International Foundation for Electoral Systems. All rights reserved.

Déclaration d'autorisation : Aucune partie de cette œuvre ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou par tout système de stockage et de récupération d'informations sans l'autorisation écrite de l'IFES.

Les demandes d'autorisation doivent inclure les informations suivantes : Une description du matériel pour lequel l'autorisation de copie est souhaitée. Le but pour lequel le matériel copié sera utilisé et la manière dont il sera utilisé. Votre nom, votre titre, le nom de votre entreprise ou de votre organisation, votre numéro de téléphone, votre numéro de télécopieur, votre adresse électronique et votre adresse postale. Veuillez envoyer toutes les demandes d'autorisation à l'adresse suivante :

International Foundation for Electoral Systems

2011 Crystal Drive, Floor 10

Arlington, VA 22202

Email: media@ifes.org

Phone: 202.350.6701

Fax: 202.350.6700



About IFES

IFES advances democracy for a better future. We collaborate with civil society, public institutions and the private sector to build resilient democracies that deliver for everyone. As a global leader in the promotion and protection of democracy, our technical assistance and applied research develops trusted electoral bodies capable of conducting credible elections; effective and accountable governing institutions; civic and political processes in which all people can safely and equally participate; and innovative ways in which technology and data can positively serve elections and democracy. Since 1987, IFES has worked in more than 145 countries, from developing to mature democracies. IFES is a global, nonpartisan organization based in Arlington, Virginia, USA, and registered as a non-profit organization [501(c)(3)] under the United States tax code.

Table des Matières

Remerciements	5
Introduction	6
Comprendre le défi autoritaire d'aujourd'hui.....	6
Définitions clés	8
Types de recul démocratique	8
Penser la résilience démocratique.....	13
Être préparé	13
Répondre.....	14
Se relever et se transformer	14
Concevoir des interventions de résilience.....	14
Préparer l'avenir ensemble	21

Remerciements

Le Laboratoire de résilience démocratique d'IFES est généreusement soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

Nous sommes reconnaissants pour l'examen critique et les commentaires de nos collègues: Chad Vickery, Dr. Staffan Darnolf, Rushdi Nackerdien, Vasu Mohan, Dr. Tarun Chaudhary, Typhaine Roblot, Uchechi Anyanwu, Jordan Shipley, Marcelo Varela-Erasheva, Eva Gil, Maximo Zaldivar, Clara Cole, Silja Paasilinna, Anthony Bowyer, Regina Waugh, Gracia Angulo Duncan, Suzanne Abdallah, and Nicolas Kaczorowski. Nous tenons également à remercier Katherine Ellena et Melika Atic pour leur soutien. Un grand merci à Elías Gálvez-Arango pour avoir donné vie à ces concepts grâce au design graphique.

Introduction

Ce document présente une approche détaillée visant à renforcer la résilience de la démocratie dans les pays confrontés à *l'érosion démocratique*, à *l'effondrement de la démocratie* et à *la consolidation de l'autocratie*. Nous définissons la résilience démocratique comme la capacité à maintenir les fonctions et les principes de la gouvernance démocratique, malgré les tentatives des acteurs non démocratiques d'endommager ou de diminuer les mécanismes de responsabilité verticale, horizontale ou diagonale qui sont au cœur de la démocratie. Les investissements dans la résilience peuvent prendre différentes formes: dans certains cas, nous pouvons aider une démocratie à "rebondir" après des épisodes de recul; à d'autres moments, nous pouvons soutenir la démocratie pour qu'elle persiste sous une forme réduite, renforcer ce qui reste de l'architecture démocratique, ou simplement préserver les fondations normatives et maintenir un soutien auprès des citoyens qui défendent la démocratie en vue d'une ouverture future.

Il est de plus en plus essentiel d'investir dans la résilience démocratique, car les autocrates — qui gouvernaient 72 % de la population mondiale à la fin de l'année 2022¹ — font de plus en plus d'efforts pour préserver et étendre leur pouvoir. Les recherches universitaires et d'experts soulignent les impacts positifs des projets de soutien à la démocratie dans une variété de contextes, y compris dans les environnements où l'on observe un recul démocratique.² Il est impératif que les acteurs œuvrant pour la promotion de la démocratie fournissent un soutien à long terme ciblé, en s'appuyant sur des éléments factuels, et coordonné pour renforcer la résilience des institutions et des acteurs démocratiques.

Comprendre le défi autoritaire d'aujourd'hui

Contrairement aux années précédentes, les autocrates ne cherchent pas à remplacer la démocratie par une idéologie concurrente, mais à manipuler le système démocratique pour parvenir à leurs fins propres.³ Si certains autocrates continuent de s'appuyer sur des outils traditionnels et de renforcer l'oppression beaucoup récupèrent également la rhétorique, les valeurs, les procédures et les institutions démocratiques dans le cadre de leurs activités antidémocratiques.⁴ Ils arrivent souvent au pouvoir à l'issue d'élections légitimes.⁵ Une fois au pouvoir, ils modifient, réinterprètent ou simplement violent la loi, s'approprient le système judiciaire, les organes de gestion des élections (OGE) et d'autres institutions indépendantes, dissolvent les partis politiques d'opposition et

¹ Papada, E., et al. (2023) "[Democracy Report 2023 : Defiance in the Face of Autocratization](#)" Université de Göteborg : Varieties of Democracy Institute (V-Dem Institute) [ci-après V-Dem 2023 Annual Report].

² Des études commencent également à montrer que le soutien à la démocratie peut avoir des avantages significatifs dans les espaces autocratiques ou en voie de fermeture - même si les voies pour créer ou exiger la responsabilité sont moins traditionnelles. Sur la nécessité d'un soutien international, voir le rapport annuel 2023 du V-Dem ; et Gamboa, L. (2023) "How Oppositions Fight Back" *Journal of Democracy* 34(3) : 90-104. Voir également Hyde, S. D., Lamb, E., & Samet, O. (2023) "Promoting Democracy Under Electoral Authoritarianism : Evidence From Cambodia" *Comparative Political Studies*, 56(7), 1029-1071 ; Niño-Zarazúa, M., Horigoshi, A., & Gisselquist, R. M. (2022) "[Aid's Impact on Democracy](#)" UNU-WIDER Working Paper Series 2022/15.

³ Naïm, M. (2022). "[The Dictator's New Playbook : Why Democracy is Losing the Fight](#)" *Foreign Affairs* mars/avril.

⁴ Emmons, C., & Pavone, T. (2021) "The Rhetoric of Inaction: Failing to Fail Forward in the EU's Rule of Law Crisis" *Journal of European Public Policy*, 28(10) : 1611-1629.

⁵ Scheppele, K. (2018). "Légalisme autocratique" *Revue de droit de l'Université de Chicago*, 85(2) : 545-584.

emprisonnent les dissidents, réduisent les médias au silence et incitent les femmes et les groupes minoritaires à la violence, ou bien encouragent ou exercent eux même la violence. Ces actions anéantissent le débat et vident de leur substance les droits et processus démocratiques.

Dans de nombreux cas, les autocrates profitent des dysfonctionnements de l'opposition : des partis politiques faibles et non démocratiques et d'une société civile clairsemée ou non coordonnée. Face à peu de contraintes, ces leaders exploitent les griefs, fabriquent du ressentiment et fournissent des informations déformées au public afin d'affaiblir davantage les appels à la démocratie. Au lieu d'élaborer des politiques publiques servant l'intérêt général ou de détourner l'attention de leurs propres échecs en matière de gouvernance ou de corruption, les dirigeants autocratiques diabolisent les groupes vulnérables et alimentent et répandent des peurs qui entraînent l'inaction civique et politique.⁶ Les autocrates sont de plus en plus capables de fabriquer ou d'exploiter le mécontentement croissant de la population à l'égard de la démocratie. Le mécontentement mondial à l'égard de la démocratie n'a cessé d'augmenter depuis 2008,⁷ et le fossé entre les attentes démocratiques des citoyens et la réalité s'est creusé depuis des décennies.

Les autocrates bénéficient également d'une aide extérieure. Les crises légitimes ou inventées, les pandémies, les catastrophes naturelles, les conflits inter ou intra-étatiques, les déplacements ou les flux migratoires résultant de ces événements sont autant d'occasions pour les autocrates d'obtenir et d'utiliser des pouvoirs d'urgence afin de restreindre les droits politiques et d'étendre leur contrôle sur les leviers de l'État.⁸ Leurs efforts sont encore renforcés par le soutien croissant d'autres autocraties puissantes, telles que la Chine⁹ et la Russie,¹⁰ qui fournissent d'importants investissements, qui organisent des visites d'État très médiatisées et bénéficient de commentaires favorables dans les médias contrôlés par l'État. Cette coopération autocratique - qui imite la coopération démocratique, bien qu'à des fins très différentes - dilue la pression politique qui peut être exercée par la communauté pour la promotion de la démocratie.

Afin de relever ce défi, les acteurs œuvrant pour la promotion de la démocratie ont besoin d'élaborer une méthode pour identifier et de classer les différentes formes d'autocratisation. Grâce à cette compréhension commune, nous pourrions concevoir des interventions visant à favoriser une plus grande résilience face à ces affronts à la démocratie. Les interventions en faveur de la résilience démocratique - comme le soulignent les exemples fournis plus loin dans ce document - devraient identifier et soutenir les champions nationaux de la démocratie afin qu'ils poursuivent leur propre vision et leurs propres objectifs démocratiques.

⁶ Buril, F., Shein, E., & Vickery, C. (2023) "[The Summit for Democracy Needs to Target Democracy's Primary Adversary-And It's Not Authoritarianism](#)" (Le [Sommet pour la démocratie doit cibler le principal adversaire de la démocratie - et ce n'est pas l'autoritarisme](#)).

⁷ Foa, R. S., Klassen, A., Slade, M., Rand, A. et Collins, R. (2020). "[The Global Satisfaction with Democracy Report 2020](#)" *Bennett Institute for Public Policy, Université de Cambridge*.

⁸ Voir le symposium "[COVID-19 et les états d'urgence](#)" dans *Verfassungsblog*. Pour les recommandations spécifiques aux crises pandémiques, voir la [série de briefings COVID-19 de l'IFES : Préserver les institutions indépendantes et responsables](#).

⁹ Hackenesch, C., & Bader, J. (2020) "The Struggle for Minds and Influence : The Chinese Communist Party's Global Outreach" *International Studies Quarterly*, 64(3) : 723-733.

¹⁰ Droin, M., & Dolbaia, T. (2023) "[La Russie progresse encore en Afrique. Quelle est la limite ?](#)" *Center for Strategic & International Studies*.

Définitions clés

Cette section présente une typologie pratique permettant de définir et de comprendre deux concepts fondamentaux : le recul démocratique et la résilience démocratique.

Types de recul démocratique

Le recul démocratique a été défini de manière générale comme "l'affaiblissement ou l'élimination, sous l'impulsion de l'État, de l'une des institutions politiques qui soutiennent une démocratie existante".¹¹ Cette disparition des institutions, des processus, des pratiques et/ou des normes démocratiques peut prendre des voies très différentes dans le temps et dans l'espace. En qualifiant toute détérioration de "recul" sans autre précision, on risque de comparer des scénarios très différents en termes de style, d'origine et d'intention. Le présent document adopte une approche plus nuancée en considérant le recul comme l'un des trois types suivants : l'érosion démocratique, l'effondrement démocratique et la consolidation autocratique.¹² Comprendre les distinctions entre ces types de recul peut permettre de concevoir des programmes basés sur des preuves d'efficacité dans des contextes similaires.

Dans les contextes d'érosion démocratique, les pratiques démocratiques établies qui garantissent le transfert du pouvoir, la redevabilité envers le public et les valeurs démocratiques sont ciblées de manière lente, souvent au coup par coup. Les tactiques d'érosion peuvent inclure des changements dans les procédures de nomination des juges qui affaiblissent l'autonomie judiciaire, l'exercice d'une pression induite sur les organisations de la société civile ou la diffusion de fausses informations sur les opposants politiques. Ce type de recul démocratique est souvent le plus difficile à identifier comme une véritable menace, car ces actions peuvent être facilement dissimulées sous la forme d'ajustements de routine au statu quo reflétant la "volonté de l'électorat" ou d'autres justifications de ce type - notamment des justifications démocratiques. Toutefois, s'ils ne sont pas pris en compte, ces signes de difficultés peuvent laisser place à l'adoption de normes antidémocratiques bien ancrées, voire ouvrir la voie à une rupture démocratique plus importante. De tels reculs ont été observés, par exemple, en Hongrie (2010-2018),¹³ au Ghana (depuis 2017),¹⁴ au Brésil (2018-2022),¹⁵ en Israël (depuis 2022).¹⁶

L'*effondrement démocratique* diffère de l'érosion de façon importante et à plusieurs égards. Parce que ces effondrements ont tendance à être rapides, multidimensionnels et flagrants, ils sont souvent plus évidents pour l'observateur occasionnel. Des tactiques similaires à celles observées lors de l'érosion démocratique peuvent être utilisées, mais avec une portée plus large et/ou une mise en œuvre plus rapide, telle que la fermeture de médias indépendants, l'interdiction d'activités organisées par des organisations de la société civile ou

¹¹ Bermeo, N. (2016) "On Democratic Backsliding" *Journal of Democracy* 27(1) : 5-19.

¹² Cette évaluation se nourrit de longs débats d'académiciens et de professionnels sur la conceptualisation et la mesure du recul démocratique. Pour un examen en profondeur des concepts, voir Lust, E. & Waldner, D. (2015) "[Unwelcome Change: Understanding, Evaluating, and Extending Theories of Democratic Backsliding.](#)" USAID.

¹³ Bankuti, M., Scheppele, K. L., & Halmai, G. (2012) "Hungary's Illiberal Turn : Disabling the Constitution" *Journal of Democracy* 23(3) : 138-46.

¹⁴ Ogúnmódéde, C. O. (2021). "[Ghana's Recent Democratic Erosion Belies its Sterling Reputation](#)" *World Politics Review* (5 août).

¹⁵ Bradlow, B. H., & Kadivar, M. A. (2023) "[How Brazil Can Prevent an Authoritarian Resurgence](#)" *Foreign Affairs* (12 janvier).

¹⁶ Goren, N. (2023) "[Israelis' Evolving Pushback to Democratic Erosion under Netanyahu](#)" *Middle East Institute* (19 janvier).

l'interruption de leur financement, ou encore la radiation des partis politiques de l'opposition. Il peut également y avoir des changements plus graves et soudains, tels que la dissolution d'une branche entière du gouvernement ou la purge de fonctionnaires en place. Des ruptures de cette ampleur ont été observées en Tanzanie (depuis 2015),¹⁷ en Pologne (depuis 2016),¹⁸ en Turquie (depuis 2017),¹⁹ en Hongrie (depuis 2018),²⁰ au Salvador (depuis 2021),²¹ et en Tunisie (depuis 2021).²²

Enfin, la *consolidation autocratique* peut être observé à la suite d'une érosion démocratique à long terme qui a transformé un régime autrefois démocratique en un régime autocratique ou à la suite d'une rupture démocratique aiguë. Contrairement aux deux contextes précédents, la consolidation autocratique est spécifique à des contextes déjà considérés comme autocratiques, car les dirigeants au pouvoir développent leurs propres stratégies pour rester au pouvoir tout en réduisant encore les possibilités de résurgence démocratique. Ces efforts peuvent inclure, par exemple, le recours à des tribunaux militaires pour juger des civils, l'emprisonnement à grande échelle de journalistes ou la répression de l'opposition au sein de la diaspora. Des cas drastiques d'aggravation ont eu lieu au Venezuela (surtout depuis 2013),²³ au Cambodge (depuis 2018),²⁴ au Nicaragua (surtout depuis 2018),²⁵ en Biélorussie (depuis 2020)²⁶ au Myanmar (depuis 2021),²⁷ et au Soudan (depuis 2021).²⁸

Dans chacun de ces cas, les dirigeants autocratiques ou en passe de l'être prennent des mesures spécifiques qui visent les différentes formes de responsabilité des décideurs politiques qui sont au cœur d'un système démocratique. L'obligation de rendre des comptes des dirigeants envers les citoyens, comme utilisée ici, implique que les détenteurs du pouvoir politique assument une responsabilité pour leurs actions et doivent les justifier ou en répondre, sous peine d'être sanctionnés.²⁹ La responsabilité politique est centrée sur les relations entre les détenteurs du pouvoir et les autres acteurs démocratiques, y compris les autres branches du gouvernement

¹⁷ Paget, D. (2017). "[Tanzanie : Shrinking Space and Opposition Protests](#)" *Journal of Democracy* 28(3).

¹⁸ Sadurski, W. (2019) *Poland's Constitutional Breakdown*, Oxford University Press; Pech, L. (2023) "[7 Years Later : Poland as a Legal Black Hole](#)" *Verfassungsblog* (17 janvier).

¹⁹ Chulov, M. (2017) "[Erdogan gets backing to strengthen his autocratic grip on Turkey](#)" *The Guardian* (16 avril) ; Freedom House "[Freedom in the World 2018 : Turquie](#)".

²⁰ Hungarian Helsinki Committee, Amnesty International, and the Hungarian Civil Liberties Union. (2019). "[Hungary Moving Beyond Red Lines: Developments Related to the Rule of Law September 2018-January 2019](#)." (January 29). Freedom House "[Freedom in the World 2019: Democracy in Retreat](#)."

²¹ Meléndez-Sánchez, M. (2021) "[Latin America Erupts : Millennial Authoritarianism in El Salvador](#)" *Journal of Democracy* 32(3) : 19-32.

²² Freedom House "[Liberté dans le monde 2023 : Tunisie](#)".

²³ Corrales, J. (2023) "Venezuela's Autocratization, 1999-2021 : Variations in Temporalities, Party Systems, and Institutional Controls" in A. Fung, D Moss, & O. A. Westad (eds.) *When Democracy Breaks : Studies in Democratic Erosion and Collapse, from Ancient Athens to the Present Day*.

²⁴ Morgenbesser, L. (2019) "Cambodia's Transition to Hegemonic Authoritarianism" *Journal of Democracy* 30(1), 158-171. Bennett, C. (2022) "[Cambodia 2018-2021 : From Democracy to Autocracy](#)" *Asia Major* XXXII/2021.

²⁵ Muggah, R. 2023. "[With Russian Support, Nicaragua Smothers Dissent](#)" *Foreign Policy* (9 mars).

²⁶ Freedom House "[Nations in Transit 2022 : From Democratic Decline to Authoritarian Aggression](#)" ([Nations en transition 2022 : du déclin démocratique à l'agression autoritaire](#)).

²⁷ Maizland, L. (2022) "[Myanmar's Troubled History : Coups, Military Rule, and Ethnic Conflict](#)" *Council on Foreign Relations* (mise à jour le 31 janvier).

²⁸ Soliman, A. (2021). "[Reversing the Military Coup in Sudan](#)" Chatham House (11 novembre).

²⁹ Bien que les structures de responsabilité ne soient pas la seule composante d'une démocratie, elles constituent des freins essentiels au pouvoir qui garantissent globalement que le gouvernement est attentif à la volonté du peuple, ce qui maintient une société démocratique.

(responsabilité horizontale), les citoyens, souvent représentés par les partis politiques (responsabilité verticale), et les médias et la société civile (responsabilité diagonale).³⁰

Le tableau 1 présente une liste non exhaustive d'actions qui sont caractéristiques de chaque type de recul démocratique, sur la base des différentes formes de responsabilité qu'elles visent souvent.³¹ Ces exemples ne sont pas exhaustifs ; certaines actions prises par des dirigeants non démocratiques pourraient être le signe d'une érosion ou d'un effondrement démocratique, par exemple, ou d'un effondrement démocratique ou d'une consolidation autocratique. Le contexte et l'expertise locale peuvent aider les bailleurs et les praticiens à évaluer une situation, à identifier le niveau de menace et à orienter la conception des programmes et la prise de décision.

³⁰ Pour en savoir plus sur les mécanismes de responsabilité démocratique, voir [Lüthmann, A., Marquardt, K. L., & Mechkova, V. \(2020\) "Constraining Governments : New Indices of Vertical, Horizontal, and Diagonal Accountability " \(Contrainte des gouvernements : nouveaux indices de responsabilité verticale, horizontale et diagonale\)" *American Political Science Review* 114\(3\) : 811-820.](#)

³¹ Les types de menaces contre la responsabilité horizontale et verticale sont tirés de l'ensemble de données sur l'érosion démocratique, modifié par les auteurs pour tenir compte également de la responsabilité *diagonale*.

TABLEAU 1: Exemples de reculs démocratiques et de menaces associées à l'obligation de rendre des comptes

L'érosion démocratique <i>Atteinte fragmentaire et prolongée aux normes, processus ou institutions démocratiques</i>	L'effondrement démocratique <i>Déclin total et abrupt des pouvoirs démocratiques, des institutions et de l'espace civique</i>	La consolidation autocratique <i>Élimination de l'espace démocratique, de la gouvernance ou des institutions dans les environnements autocratiques</i>
Responsabilité horizontale		
<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire ou législatif en modifiant les procédures de nomination ou en procédant à des révocations arbitraires • Manipulation de la fonction publique, par exemple par des pratiques de corruption ou d'intimidation • Centralisation des pouvoirs initialement réservés aux gouvernements infranationaux au sein du gouvernement national • Fonctionnaires abusant des ressources de l'État ou permettant des pratiques de corruption à des fins privées • Utilisation abusive de l'application de la loi par l'exécutif (par exemple, menace de poursuites pour influencer les actions d'autres branches) • Tirer parti des crises pour restreindre les droits de recours devant la justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Capture du gouvernement par l'exécutif via des décrets ou des déclarations abusives d'état d'urgence • Prolonger les situations d'états d'urgence pour poursuivre des objectifs politiques sans restriction • Destitution de l'ensemble du pouvoir législatif ou judiciaire en dehors des procédures normales (auto-coups) • Mise en place de tribunaux/systèmes parallèles pour contourner le contrôle des actions exécutives/législatives • Détournement de fonds publics par le biais d'attribution abusive de marchés publics 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir le contrôle du pouvoir exécutif et législatif en établissant des voies de succession dynastique • Organiser une purge dans la magistrature ou des législateurs élus d'une institution déjà sous contrôle du gouvernement • Mettre en place une junte militaire

L'érosion démocratique	L'effondrement démocratique	La consolidation autocratique
Responsabilité Verticale		
<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de fausses informations sur les opposants politiques • Offrir des pots-de-vin pour obtenir des votes, sous la forme de promesses de campagne ou de paiements directs. • Intimidation des électeurs ou de membres du personnel électoral le jour du scrutin • Répartition des sièges ou découpage des circonscriptions clés de façon irrégulière ou inapproprié • Saper la confiance dans les résultats des élections par des attaques verbales ou juridiques contre le personnel électoral et du processus électoral. • L'utilisation de crises, y compris de santé publique, comme prétexte pour limiter la liberté de réunion ou d'expression 	<ul style="list-style-type: none"> • Radiation des partis d'opposition sans preuve d'actes répréhensibles • Annulation d'une élection de façon irrégulière • Poursuivre les opposants politiques en justice afin de les rendre inéligibles • Efforts à grande échelle ou généralisés pour priver les électeurs de leur droit de vote par la violence ou la menace de violence • Changements radicaux de la taille ou des lignes de démarcation des districts • Changements importants de dernière minute dans le système électoral 	<ul style="list-style-type: none"> • Emprisonnement des voix montantes de l'opposition • Interdiction des partis autrefois tolérés dans le corps législatif • Violences généralisées dirigées à l'encontre des partis politiques • Modifier le cadre constitutionnel et juridique des élections afin d'éliminer les possibilités de concurrence ou de priver des groupes d'électeurs de leurs droits.
Responsabilité Diagonale		
<ul style="list-style-type: none"> • Tentatives de restriction de l'utilisation des principales plateformes Internet sous prétexte de préoccupations liées aux informations erronées ou inexactes • Espionnage sélectif des opposants politiques (par exemple, le scandale du logiciel Pegasus) • Réduction progressive au silence des médias critiques par l'utilisation ou la menace d'amendes, de raids ou de poursuites judiciaires (<i>procédures baillons</i>) • Cibler les groupes minoritaires et les OSC qui se concentrent sur les droits des minorités en rendant leur fonctionnement plus difficile • Diaboliser les groupes minoritaires pour en faire des ennemis de l'État, par le biais d'une rhétorique nationaliste dans des campagnes de communication publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Coupures d'Internet pendant les périodes de troubles à l'ordre public • Modification des lois pour permettre la collecte de données afin de cibler et de poursuivre les journalistes • Interdire aux médias de couvrir certains sujets ou d'accéder à certains lieux • Interdiction juridique des activités des OSC ou adoption de nouvelles lois permettant à l'État de contrôler l'enregistrement, les activités et le financement des OSC 	<ul style="list-style-type: none"> • Nationalisation de l'infrastructure de l'internet ou obligation pour les fournisseurs d'accès à l'internet de donner accès aux dossiers/données des utilisateurs au gouvernement dans de nombreuses circonstances • Surveillance des minorités et des groupes politiques ciblés (vidéo, surveillance des communications, limitation des déplacements, etc.) • Contrôle par l'État de tous les médias, diffusion et flots continus d'infox discréditant toute opposition restante. • Emprisonnement de journalistes • Interdiction de circuler librement, de se réunir ou de s'associer • Ciblage ou répression transnationale de l'opposition

Penser la résilience démocratique

La gouvernance est un système complexe, aux multiples facettes, dont les éléments se renforcent parfois mutuellement. S'inspirant de l'étude d'autres systèmes complexes, tels que les écosystèmes environnementaux et les infrastructures de technologies informatiques, un système est considéré comme résilient "s'il continue à remplir sa mission face à l'adversité".³² En prenant cette définition comme point de départ, nous définissons la résilience démocratique comme la *capacité à maintenir les fonctions et les principes de la gouvernance démocratique, malgré les tentatives des acteurs non démocratiques d'endommager ou de diminuer les mécanismes de responsabilité verticale, horizontale ou diagonale qui sont au cœur de la démocratie*. Les tests de résistance de la démocratie peuvent inclure ceux énumérés dans le tableau ci-dessus, mais ils ne se limitent pas à ces exemples.

Vignette 1: Cycle de résilience démocratique



La démocratie elle-même est un système qui nécessite d'en prendre soin et d'un entretien continu, et ce n'est pas une fin en soi ; en tant que tel, le renforcement de la résilience démocratique est un processus continu. Il exige des systèmes et des acteurs démocratiques qu'ils renforcent et maintiennent leurs capacités à *répondre* aux crises et à *se remettre de ces crises*, peut-être en se *transformant* ou en innovant de manière permanente. Une *préparation* appropriée, combinée à la réflexion, réduit la nécessité d'interventions ad hoc de la part des acteurs de la démocratie. Des cycles de résilience similaires sont utilisés dans d'autres secteurs, mais ont été sous-utilisés dans le contexte de la démocratie et la gouvernance. IFES applique les trois éléments du cycle de résilience au soutien à la démocratie présentés dans la vignette 1 de la manière suivante:

Être préparé. Un système résilient atténue l'impact d'un épisode de recul démocratique, en anticipant que de telles menaces se matérialiseront inévitablement et que les défenses seront mises à l'épreuve. Grâce à une réflexion à long terme, un système démocratique peut être conçu pour résister à de tels chocs et pour permettre aux citoyens de faire preuve de résilience. Par exemple, de nombreuses démocraties ont intégré dans leur constitution des mécanismes de contrôle, d'équilibre des pouvoirs entre les différentes branches du gouvernement ou de chaînes de commandement afin de prévenir des risques de défaillance du système. Dans d'autres contextes, cela revient à éviter les "défaillance"; si un mécanisme de défense échoue, un autre filet de sécurité est en place. Un élément important de la préparation est l'identification des menaces nouvelles et émergentes. Même en dehors des périodes de crise, les acteurs démocratiques doivent rester vigilants pour détecter les attaques contre les mécanismes de responsabilité, telles que la proposition de lois antidémocratiques, les réductions significatives des budgets des agences indépendantes, les changements dans

³² Firesmith, D. (2019) "[La résilience des systèmes : Qu'est-ce que c'est exactement ?](#)" Blog de l'institut de génie logiciel de l'université Carnegie Mellon.

les procédures de nomination qui pourraient miner l'autonomie des institutions indépendantes, ou le déploiement par le gouvernement d'une surveillance contre les acteurs de l'opposition sans contrôle judiciaire.

Répondre. Lorsque les mécanismes de contrôle intégrés échouent, il est impératif de répondre de façon active à la menace identifiée. Les réponses résilientes peuvent prendre plusieurs formes: se protéger contre le choc ou y résister, absorber les retombées en déclenchant les procédures appropriées ou s'adapter avec souplesse à la situation. Pour *résister aux* attaques contre une institution indépendante, par exemple, des champions démocratiques peuvent sensibiliser leurs communautés à la menace par des campagnes d'information, en ralliant la résistance collective contre les efforts antidémocratiques visant à s'emparer de ces organes ou à les contrôler. Les systèmes démocratiques peuvent également *absorber des* chocs tels que la corruption en appliquant une série de sanctions, qu'elles soient disciplinaires, administratives, civiles ou pénales. Lorsque ces options ne sont pas disponibles ou n'aboutissent pas, les acteurs démocratiques peuvent trouver des moyens innovants pour réagir en *adaptant les* procédures, par exemple en établissant de nouveaux mécanismes de partage de l'information pour comprendre, surveiller, découvrir et exposer les menaces de cybersécurité en constante évolution.

Se relever et se transformer. Parfois, les crises ont une fin précise dans le temps ; dans d'autres cas, le recul démocratique se prolonge mais il existe des possibilités de "regagner" une partie du terrain démocratique qui a été perdu. Au cours de cette phase, les systèmes démocratiques doivent réfléchir aux failles pour *se rétablir* et, le cas échéant, innover pour *transformer les* échecs pour une meilleure résilience dans le futur. Les défaillances des mécanismes d'autonomie et de responsabilité qui ont été affaiblis pendant le recul et doivent être corrigées, même si elles peuvent aussi favoriser le maintien au pouvoir des acteurs pro-démocratiques qui sont en passe d'accéder au pouvoir. Même les mécanismes qui *ont* fonctionné comme prévu peuvent nécessiter des ajustements compte tenu de l'expérience récente. Les réformes juridiques et procédurales devraient inclure de nouvelles règles, normes ou pratiques reflétant les leçons tirées de la phase de réponse. Ces institutions nouvellement transformées sont ainsi conçues pour résister aux chocs futurs.

Concevoir des interventions de résilience

Construire et maintenir la résilience démocratique est un processus continu, mais il existe des interventions spécifiques qui peuvent avoir plus d'influence avant, pendant et après les moments d'adversité.

Étant donné que la phase de **préparation**, par définition, ne répond pas à une menace active, les efforts de résilience au cours de cette phase devraient identifier et traiter les vulnérabilités des mécanismes de responsabilité, en donnant la priorité aux faiblesses qui sont les plus susceptibles d'être exploitées. Des investissements continus dans le désir de démocratie parmi le public et le soutien des agences gouvernementales indépendantes, des organisations de la société civile et des médias peuvent préparer les pays et leurs citoyens à détourner les menaces sérieuses qui pèsent sur leur gouvernement démocratique. Voir le tableau 2 pour des exemples d'activités dans la phase de préparation.

TABLEAU 2 : Interventions sélectionnées au cours de la phase de préparation

Préparer des mécanismes de responsabilité horizontale	Préparer des mécanismes de responsabilité verticale	Préparer des mécanismes de responsabilité diagonaux
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les processus d'élaboration de la constitution qui renforcent la séparation et l'équilibre des pouvoirs • Soutenir la capacité des parlementaires à s'engager dans un débat politique solide • Encourager le développement de processus de nomination et d'autres procédures qui préservent l'autonomie des organes judiciaires et des autorités indépendantes • Aiguiser les réflexes institutionnels des agences gouvernementales grâce à la planification de scénarios, à la gestion de crise et à la communication stratégique • Formaliser les relations (par exemple, protocole d'accord) entre les agences indépendantes afin de permettre une résistance collective contre les pressions politiques • Établir des relations entre les institutions publiques et les entreprises technologiques afin de protéger les institutions publiques contre les attaques et d'optimiser les performances et la prestation de services • Fournir une formation en leadership pour sensibiliser les fonctionnaires à leurs rôles et responsabilités et les aider à identifier les tentatives de cooptation, à y résister et à les dénoncer • Soutenir les réformes de mise en conformité des lois en matière de situation d'état d'urgence avec les normes internationales, y compris pour les limites d'application dans le temps de certaines clauses et le report de la durée des mandats des élus • Aider les juges à s'engager avec leurs pairs dans des réseaux mondiaux/régionaux afin de partager les bonnes pratiques et de renforcer le soutien à leur indépendance • Former les agents électoraux à l'audit des systèmes électoraux (par exemple, les systèmes de gestion des résultats) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la capacité des organes de gestion des élections à organiser des élections crédibles conduisant à des transferts de pouvoir pacifiques • Élaborer un cadre juridique propice à la tenue d'élections concurrentielles, y compris des réglementations sur le financement des campagnes électorales et des garanties solides en matière de liberté d'association • Aider les fonctionnaires à comprendre leur rôle et leurs responsabilités, à se rapprocher des électeurs et à fournir des services publics, en promouvant la bonne gouvernance et en renforçant le soutien contre les tentatives de centralisation du pouvoir • Augmenter la représentation de tous en soutenant l'inclusion de divers groupes, y compris les communautés fréquemment marginalisées, dans les processus politiques • Soutenir l'élaboration de programmes de partis politiques axés sur des questions précises et reflétant les intérêts des électeurs • Permettre la professionnalisation des partis politiques afin de créer un environnement politique sain et compétitif • Institutionnaliser des évaluations post-électorales inclusives pour renforcer la résilience du processus électoral 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la réforme juridique pour réduire l'ambiguïté et empêcher les gouvernements d'attaquer ou de limiter la capacité des médias et de la société civile à assurer un contrôle citoyen • S'engager dans des efforts d'éducation et de sensibilisation pour construire et cimenter une culture démocratique et une demande de démocratie au sein des citoyens • Soutenir l'organisation et la professionnalisation des groupes de la société civile qui peuvent contribuer à rendre le gouvernement plus responsable • Soutenir la professionnalisation des médias indépendants qui s'engagent à fournir des informations impartiales. • Créer un espace pour l'engagement actif de la société civile et la concurrence des médias • Renforcer les compétences des acteurs de la société civile en matière de rédaction de demandes de subventions, d'analyse de données et de rédaction afin de mieux défendre leurs causes

Des **réponses** appropriées peuvent être choisies à la lumière de la menace identifiée qui atteste d'une érosion démocratique, d'un effondrement démocratique ou d'une consolidation autocratique (voir tableau 3). En d'autres termes, en analysant le *contexte* du recul démocratique, les acteurs œuvrant à la promotion de la démocratie peuvent déterminer les *types de résilience* démocratique qui font défaut et ainsi mieux cibler leurs interventions pour soutenir les champions de la démocratie. Ce faisant, nous ne nous limitons pas à la question "qu'est-ce qui marche en général ?" mais nous nous demandons "qu'est-ce qui marche dans ces conditions réelles ?"³³ Les réponses les plus appropriées doivent être choisies et conçues *en collaboration avec les acteurs nationaux*, car ils sont les mieux placés pour comprendre les menaces et formuler leurs priorités de façon précise.

TABLEAU 3 : Interventions sélectionnées au cours de la phase de réponses

Répondre à l'érosion démocratique	Répondre à l'effondrement démocratique	Répondre à la consolidation de l'autocratie
Responsabilité Horizontale		
<ul style="list-style-type: none"> • Aider les autorités judiciaires à défendre leur indépendance contre les attaques de l'exécutif, notamment en améliorant la communication stratégique et la formation à l'intégrité • Défendre les mandats des institutions indépendantes face aux tentatives de contrôle de leur pouvoir, notamment par le biais de campagnes publiques, de plaidoyers juridiques et de recours devant les tribunaux, ainsi que par l'activation des relations établies avec d'autres institutions constitutionnellement indépendantes • Soutenir l'application cohérente des lois existantes et des sanctions opportunes contre les auteurs d'actes antidémocratiques dans la fonction publique, y compris la corruption et la manipulation au sein de la fonction publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Activer les réseaux judiciaires transnationaux pour soutenir les réponses nationales aux attaques contre le pouvoir judiciaire • Déployer des missions internationales d'observation des élections lors des élections nationales ou locales importantes • Fournir une assistance technique continue aux organes de gestion des élections pour surmonter les défis opérationnels et les menaces qui pourraient compromettre l'intégrité des élections • Appeler à l'activation des mécanismes de suspension et autres sanctions des organisations intergouvernementales, en particulier lorsque les niveaux d'ingérence étrangère malveillante sont élevés 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les champions potentiels afin de créer des coalitions interinstitutionnelles et éventuellement internationales susceptibles de favoriser les réformes démocratiques • Produire et diffuser des campagnes d'information convaincantes pour contrer les récits du régime qui promeut un pouvoir exécutif illimité

³³ Buriil, F. (2022) "[Why We Should Stop Asking 'What Works in Democracy Assistance'](#)" Blog de l'IFES (9 mars).

Répondre à l'érosion démocratique	Répondre à l'effondrement démocratique	Répondre à la consolidation de l'autocratie
Responsabilité Verticale		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les partis politiques pour qu'ils développent des plateformes solides, inclusives et axées sur les enjeux, qui reflètent les besoins et les intérêts de la population, en renforçant le pluralisme et en réduisant l'attrait des récits populistes • Former les dirigeants politiques pro-démocratie aux compétences de leadership (par exemple, en matière d'éthique, de gestion des risques, de recherche de consensus, de dialogue et de négociations, de médiation, d'inclusion, de gestion de crise) 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir directement les mouvements en faveur de la démocratie, en particulier en faisant participer les voix des personnes marginalisées • Soutenir les efforts de plaidoyer contre les lois et les mesures destinées à réprimer l'opposition politique • Soutenir les initiatives qui réduisent les tensions entre les partis politiques et qui pourraient conduire à la violence (par exemple, codes de conduite, dialogue, équipes ou comités de médiation) • Soutenir la continuité des services publics, notamment par le biais d'une aide directe 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux réseaux de la diaspora ("fuite des cerveaux") pour qu'ils restent engagés dans l'avenir politique de leur pays • Assurer une analyse indépendante sur la manière dont les élections sont truquées, en contrepoint des récits non critiques du régime et des rapports des missions d'observation "zombies" • Créer des opportunités pour la diaspora d'acquérir une expérience professionnelle dans la gestion des élections, en renforçant les capacités en leadership pour soutenir les transitions futures et maintenir la crédibilité auprès des citoyens qui se trouvent encore dans le pays
Responsabilité Diagonale		
<ul style="list-style-type: none"> • Parrainer des innovations en matière de plateformes, d'outils et de stratégies de communication afin d'aider la société civile et les médias à partager des informations sur les menaces, à surveiller, à détecter et à dénoncer les menaces qui pèsent sur la démocratie • Financer la défense juridique des journalistes et de la société civile ciblés par les procès baillons (SLAPP) afin qu'ils puissent ester en justice • Organiser des formations aux médias pour les acteurs judiciaires afin qu'ils expliquent au public le rôle et la valeur d'un système judiciaire indépendant 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux organisations de la société civile pour coordonner et construire des réseaux (régionaux) afin de favoriser les échanges entre pairs, de faire entendre leur voix, d'accroître leur force de mobilisation et de renforcer la solidarité • Former les défenseurs de la société civile et les journalistes indépendants à la sécurité numérique et à la cyberhygiène • Soutenir l'émancipation des électeurs résidant à l'étrangers (y compris les réfugiés et les exilés) afin de maintenir l'engagement politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer des formations à l'éducation aux médias et former les défenseurs des droits humains à utiliser les techniques numériques pour lutter contre la désinformation, protéger la société civile, les médias et le public de la désinformation et des récits manipulateurs • Collaborer avec les universités qui bénéficie d'un plus grand espace de débat, de dialogue et de recherche afin de transmettre aux jeunes des informations sur la démocratie et des compétences en matière de pensée critique • Consulter la diaspora pour identifier les besoins immédiats, sensibiliser et plaider en faveur de réponses internationales

Lorsqu'il existe une opportunité de renouveau démocratique ou de reconstruction – que ce soit dans les pays autocratiques *ou* dans les démocraties en proie à l'érosion ou à l'effondrement – les acteurs œuvrant pour la promotion des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique devrait également être prêts à soutenir et à capitaliser sur ces opportunités. Le **rétablissement** ne signifie pas un retour complet au statu quo ; il peut nécessiter la mise en place de mesures de résilience nouvelles ou **transformées**, en plus de la restauration des éléments qui ont été perdus. Cette phase repose sur l'innovation et la réflexion. Le tableau 4 en donne des exemples.

Tableau 4 : Interventions sélectionnées au cours de la phase de redressement et de transformation

Se remettre de l'érosion démocratique ou se transformer	Se relever après un effondrement démocratique ou se transformer	Se relever après une consolidation autocratique ou se transformer
Responsabilité Horizontale		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la création de nouvelles institutions gouvernementales pour combler les lacunes en matière de contrôle et évaluer les réformes visant à renforcer l'autonomie et la responsabilité des institutions existantes • Élaborer des réglementations, des lois et des sanctions claires contre la corruption dans les fonctions publiques afin de garantir le caractère prévisible des normes • Donner aux fonctionnaires, y compris aux magistrats, les moyens de comprendre et de mettre en œuvre les mesures juridiques, réglementaires et les sanctions afin d'assurer la cohérence et d'éviter toute perception de partialité • Adopter de nouvelles structures parlementaires, des règles et procédures qui permettent un débat démocratique effectif, l'adoption de législation et s'assure du respect de la fonction de contrôle du parlement. • Réviser les processus de sélection des institutions indépendantes politiquement compromises • Mettre en place des mécanismes internes pour améliorer l'administration de la justice et lutter contre la corruption au sein du système judiciaire (codes de conduite, formation et budgets indépendants) 	<ul style="list-style-type: none"> • Rappeler les instances dirigeantes à leurs obligations, aux normes applicables et aux moyens d'action dont elles disposent conformément aux engagements internationaux et soutenir leurs efforts pour mettre en conformité les lois nationales et la constitution avec ces accords • Développer les capacités des démembrés locaux des instances, tels que les organes de gestion des élections afin de préserver l'intégrité électorale 	<ul style="list-style-type: none"> • Tirer les enseignements de cette crise et, par le biais de planification stratégique et d'un soutien institutionnel, mettre en place des mécanismes de détection et de réponse plus solides • Le cas échéant, soutenir le rétablissement des mandats institutionnels et des fonctions autonomes des agences indépendantes • Fournir une assistance technique pour les élections visant à élire les parlementaires qui étaient autrefois désignés, et organiser des discussions plus larges sur la réforme du système électoral • Soutenir les tribunaux pour faciliter la justice transitionnelle et/ou démanteler les structures juridiques non démocratiques mises en place par le régime autocratique précédent

Responsabilité Verticale		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le plaidoyer en faveur de l'abrogation des lois répressives et autres mesures destinées à censurer ou à limiter les libertés publiques • Entamer des réformes institutionnelles nécessaires et rétablir la crédibilité des organes de l'administration publique • Collaborer avec les partis politiques pour rédiger des codes de conduite électoraux afin de s'assurer de l'acceptation des règles du jeu par tous les acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir un processus de réforme juridique inclusif afin d'annuler les mesures conforme à la loi et en violation de la loi qui ont endommagé le système des partis et faussé les règles du jeu pour les élections • Encourager les réformes législatives afin d'élargir les possibilités de vote et de garantir une large participation citoyenne • Identifier les lacunes dans la prestation de services pendant des épisodes d'effondrement et proposer des processus alternatifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir des consultations inclusives sur la rédaction ou la modification de la constitution • Parrainer des initiatives visant à aider les jeunes à se positionner en tant que leaders politiques lors des ouvertures démocratiques futures. • Fournir des orientations/formations sur le redécoupage et la redistribution des circonscriptions électorales conformément aux bonnes pratiques internationales • Réunir les parties prenantes pour examiner les dispositions non conformes aux normes internationales relatives à l'inscription des électeurs sur les listes ou à la dissolution des partis contenues dans le cadre juridique électoral
Responsabilité Diagonale		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir de nouvelles initiatives de recherche, de monitoring par la société civile et de publication de rapports dans les domaines investis par les acteurs illibéraux afin de renforcer les futures capacités de la société civile de détection • Soutenir la société civile et les médias dans la lutte contre la désinformation, y compris de manière à s'aligner sur les stratégies de communication institutionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la société civile et les médias pour qu'ils renforcent leur capacité à recueillir des informations, à enquêter sur les abus et à les documenter, et à exposer en toute sécurité les actes répréhensibles commis par des acteurs antidémocratiques afin d'exiger qu'ils rendent des comptes • Établir des dialogues formels avec les acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales dans le cadre du processus de reconstruction • Servir de médiateur dans les conversations avec les segments fragmentés de la société afin de trouver un terrain d'entente 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la réintégration de la diaspora pour reconstruire un secteur civil fort • Promouvoir les voix indépendantes ou d'opposition, nouvelles ou re-émergeantes, dans les médias locaux • Créer des opportunités académiques par le biais de réseaux internationaux qui exposent les étudiants à d'autres visions du monde • Établir des partenariats avec des organisations de la société civile nouvelles ou naissantes pour de nouvelles activités de terrain

Préparer l'avenir ensemble

Face au recul démocratique, ce document vise à recentrer les efforts de la communauté internationale soutenant la démocratie. Il met l'accent sur la manière dont les acteurs non démocratiques travaillent de manière conjointe et créative afin de parvenir au démantèlement de l'architecture des mécanismes de responsabilités qui est au cœur des systèmes démocratiques. Ce document propose une définition pratique de la résilience démocratique et un cadre simple qui établit une distinction entre l'érosion démocratique, l'effondrement démocratique et la consolidation des autocraties, ainsi que les menaces spécifiques qui pèsent sur les mécanismes de responsabilité dans chacun de ces contextes. Cette vision plus nuancée du recul démocratique permet d'adapter les interventions de consolidation de la résilience face aux menaces existantes.

Ce cadre offre un point de départ pour déterminer les interventions les plus susceptibles de réussir en fonction du contexte de recul démocratique et de la menace imminente ou continue sur les mécanismes de responsabilité. Par cette approche, nous cherchons à remplacer la question de savoir si un soutien est envisageable ou souhaitable dans un contexte de recul démocratique avec la question de savoir comment la communauté internationale peut-elle soutenir au mieux la démocratie qui fait face à un recul démocratique. Par exemple, *comment* pouvons-nous consolider plus efficacement la résilience des mécanismes de responsabilité horizontale d'une démocratie – ses systèmes de contrôle et d'équilibre des pouvoirs – lorsqu'il y a des signes d'érosion concernant l'indépendance des juges ? *Comment* renforcer la résilience des mécanismes de responsabilité verticale, telles que par la mise en place d'une force d'opposition viable et compétente, face à l'aggravation de l'autocratie?

Notre premier enseignement est que pour soutenir efficacement les défenseurs de la démocratie, nous devons utiliser des concepts adaptés au niveau de résilience dans lequel un pays se trouve: *préparer* le système démocratique pour résister aux chocs et aux stress; *répondre* aux crises tout en maintenant les fonctions essentielles du gouvernement; et – lorsque les opportunités se présentent – *se relever* et *se transformer* pour être plus résistant à l'avenir pour faire face à des incidents similaires.

Malgré quelques avancées prometteuses dans quelques pays, les défis aux tendances antidémocratiques d'aujourd'hui ne s'estompent pas. Les défenseurs de la démocratie ont de meilleures chances de succès si nous travaillons de façon simultanée à renforcer l'architecture de la responsabilité démocratique qui est la cible des autocrates et à perturber et à réduire l'impact des régimes autocratiques. Ce document d'orientation suggère aussi que tous les défenseurs de la démocratie doivent être impliqués. Pour réussir à renforcer la résilience démocratique, il faudra que la communauté internationale des bailleurs et des diplomates, les institutions intergouvernementales et les fournisseurs d'assistance technique coordonnent leurs interventions afin de soutenir efficacement les champions nationaux de la démocratie.

Cette publication a été réalisée grâce au soutien financier de l'Agence Suédoise de Développement et de Coopération Internationale (Sida).





HQ | 2011 Crystal Drive | Arlington, VA 22202 | USA

 www.IFES.org